

« Remplacement du SSI dans le cadre de sa maintenance »

**Centre Hospitalier du Pays d'Avesnes**  
**Route de Haut-Lieu BP 10 209**  
**59 363 Avesnes-sur-Helpe Cedex**



**MAPA 20260008001000**

**CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'AVESNES**  
**Remplacement du SSI dans le cadre de sa**  
**maintenance**

**Cahier des clauses techniques particulières**

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte 39 pages.

## SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ.....	1
2. DESCRIPTION DU CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D’AVESNES.....	1
3. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE, NORMES ET RÈGLEMENTS.....	1
4. SPECIFICATIONS D'ORDRE GENERAL .....	3
5. MANUTENTION-HORAIRES.....	3
6. REMISE DE LA PROPOSITION .....	4
7. SPECIFICATIONS PARTICULIERES .....	4
8. QUALIFICATION PROFESSIONNELLE .....	5
9. DIRECTION DES TRAVAUX .....	5
10. ETAT DES LIEUX AVANT TRAVAUX ET DEROULEMENT DES TRAVAUX SPECIFIQUES A CE CHANTIER	6
11. DECHETS, GRAVOIS.....	6
12. STOCKAGE ET APPROVISIONNEMENT DES MATERIAUX .....	7
13. REUNION DE CHANTIER.....	7
14. PLANS DES INSTALLATIONS .....	7
15. ORGANISATION .....	7
16. ACCES DU CHANTIER .....	8
17. AIRE DU CHANTIER .....	8
18. NETTOYAGE .....	9
19. DEPOSE DES INSTALLATIONS, NEUTRALISATIONS, ISOLEMENT.....	9
20. SECURITE INCENDIE.....	9
20.1 Normes et règlement .....	9
20.2 Généralités .....	11
20.3 Visite obligatoire du site.....	12

## « Remplacement du SSI dans le cadre de sa maintenance »

20.4 Phasage des travaux .....	13
20.5 Dépose des installations.....	13
20.6 Définition du matériel central .....	13
Le Système de Détection Incendie (S.D.I) – Définition de l'ECS .....	14
Le Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (C.M.S.I) – Définition des Fonctions .....	14
Fonction d'alarme : Alarme générale sélective (AGS).....	15
Commande des équipements techniques.....	15
21. FORMATION DU PERSONNEL .....	16
22. GARANTIE DU MATERIEL .....	17
23. DOSSIER D'IDENTITE DU SSI.....	17
24. COORDINATEUR SSI.....	17
25. PARTICIPATION DES ENTREPRISES .....	18
25.1 Vérifications de conformité des installations.....	18
25.2 Participation aux essais et à la réception fonctionnelle du S.S.I. ....	18
26. STOCK DE MAINTENANCE .....	19
27. RECEPTION.....	19
7.1 Généralités .....	19
27.2 Vérifications.....	20
27.3 Documents des Ouvrages Exécutés (DOE) .....	21
28. GARANTIES .....	21
28.1 Période de garantie .....	21
28.2 Garantie de fournitures.....	22
28.3 Garantie décennale .....	22
29. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE).....	23
29.1 Objet de la prestation.....	23
29.2 Description de l'EHPAD résidence Simone Jacques .....	23
29.3 Références normatives.....	23

29.4 Caractéristiques technique de l’UAE.....	24
29.5 Mise en œuvre.....	24
29.6 Documents à fournir.....	24
29.7 Incidence financière .....	25
ANNEXE 1 INVENTAIRE DES BIENS .....	25
ANNEXE 2 BESOINS DU PROJET D’AMENAGEMENT D’UN PLATEAU DE CONSULTATIONS EXTERNES .	27
ANNEXE 3 PLAN DE L’HOPITAL.....	28
ANNEXE 4 INVENTAIRE DES BIENS ET PLANS EHPAD RESIDENCE SIMONE JACQUES .....	34

## 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent document a pour objet de définir les prestations de toute nature incombant au lot unique SSI et de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition, sans restriction ni réserve dans le cadre des travaux projetés pour le remplacement du SSI du Centre Hospitalier du Pays d'Avesnes.

Les installations devront répondre aux prescriptions du cahier des charges fonctionnel (CCF) du coordinateur S.S.I.

Les descriptions ci-après ne sont faites qu'à titre indicatif, le titulaire du présent lot restant responsable du respect des normes et de leur mise en œuvre sur cette réalisation.

## 2. DESCRIPTION DU CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'AVESNES

Le CHPA est un Établissements Recevant du Public (ERP) de 3<sup>ème</sup> catégorie de type U avec des activités de type N, L M et équipés d'un Système Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A et un équipement d'alarme de type 1.

La construction de l'établissement comprend un bâtiment H de 5 niveaux et deux bâtiments M et G simple rez-de-chaussée reliés par des galeries.

Chaque niveau du bâtiment H comporte des locaux à sommeil, il est découpé en deux zones, telles que le prévoit l'article U 10 des dispositions particulières du règlement de sécurité contre l'incendie.

Le poste central de sécurité est implanté dans le bâtiment M (VTP local n°403).

Les travaux ont lieu en milieu occupé.

L'installation de détection actuelle sera maintenue en fonctionnement jusqu'au basculement des installations sur la nouvelle centrale.

L'inventaire des biens existants et plans hôpital sont joint au dossier de consultation en annexe 1.

L'inventaire des biens existants et plans EHPAD RSJ sont joint au dossier de consultation en annexe 2.

Les plans au format informatique version autoCAD sont disponibles sur demande.

## 3. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE, NORMES ET RÈGLEMENTS

Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

Toute demande formulée par le titulaire et demandant de faire reconnaître une telle équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au moins trente jours avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Les documents justificatifs doivent être rédigés en français ou être accompagnés de leur traduction en français s'il s'agit de documents originaux établis dans une autre langue.

Les études de conception et les travaux d'exécution des ouvrages du présent corps d'état seront à réaliser selon les règles de l'Art et les textes en vigueur au jour de la soumission et notamment :

- Le Règlement Sanitaire Départemental
- Le Règlement de Sécurité contre l'Incendie et les Risques de Panique dans les ERP
- Arrêté du 25 juin 1980, modifié par l'arrêté du 2 février 1993, relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P
- Arrêté du 2 février 1993 modifiant et complétant certains articles du règlement de sécurité du 25 juin 1987
- Les dispositions particulières aux établissements sanitaires, type U, l'arrêté modifié du 10 décembre 2004
- Le Code du Travail
- Le décret du 14 novembre 1988 relatif à la sécurité des travailleurs pour les installations électriques
- Les D.T.U
- Les normes françaises et documents officiels
- L'Arrêté du 02/04/91 (JO du 04/05/91) pour les locaux techniques non accessibles au public et reprenant les dispositions particulières à appliquer.
- Les normalisations, spécifications et règles techniques établies par l'U.T. E (dernière édition en vigueur), concernant l'appareillage en général, les conducteurs, les moulures, conduits, etc...
- L'application de ces documents auxquels les installations susvisées peuvent être tenues de satisfaire, ne dispense pas de respecter les prescriptions, règles, circulaires et décrets administratifs tant généraux que particuliers, ainsi que tous les textes officiels, complétant ou modifiant les pièces dont il est fait état, qui seront publiés postérieurement à l'élaboration du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et connus au jour de l'attribution.
- Décret 65/48 du 08/01/65 : portant règlement d'administration publique concernant la sécurité des travailleurs et notamment dans le bâtiment et les travaux publics.
- Décret 72/1120 du 14/12/72 : relatif aux contrôles et à l'attestation de conformité des installations électriques aux normes de la sécurité.
- Code de la construction et de l'habitation.
- Code du travail livre II – titre III.
- Les règles professionnelles
- Les recommandations professionnelles de l'Union Technique de l'électricité (UTE)

#### 4. SPECIFICATIONS D'ORDRE GENERAL

L'ensemble des travaux est défini par les pièces écrites administratives, particulières, et les plans joints. L'ensemble constitue un tout qui définit la prestation et auquel il a été apporté un soin particulier. Si cela n'était pas l'avis du candidat, il ne pourrait toutefois se prévaloir de la brièveté ou de l'absence d'une prestation pendant ou après la période d'exécution. Il lui appartient donc de formuler ses observations pendant la période d'étude de sa proposition, en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci. Il devra, dans ce laps de temps, toute erreur, omission ou défaut de concordance entre les plans et le devis descriptif.

Le fait de déposer une offre implique que le candidat a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il ait visité les lieux, et qu'il s'engage ainsi à exécuter ceux-ci dans les règles de l'Art.

Tout oubli, omission ou erreur sera à la charge du prestataire retenu, qui ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une méconnaissance d'un sujet ou d'un point.

Le candidat devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées au dessin et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devra en avertir avant tout commencement des travaux.

Suivant les règles énoncées dans le C.C.T.P ou le C.C.A.P, le titulaire du marché est responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel. Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance sérieuse de son chantier.

#### 5. MANUTENTION-HORAIRES

##### Horaires, travaux, divers :

L'établissement étant maintenu en activité pendant les travaux, le candidat prévoira dans son offre l'utilisation de matériels appropriés afin de limiter les nuisances sonores, poussières et les fumées.

Le titulaire du marché doit fournir à son personnel toute la logistique et moyens nécessaires pour réaliser les travaux.

Les travaux seront réalisés suivant les jours et horaires ci-dessous :  
Du lundi au vendredi à partir de 7h00 jusque 17h30.

Le titulaire du marché prendra toutes les dispositions pour planifier ses interventions en respectant le planning et en sachant que les circulations doivent être propres à l'accès des occupants.

## 6. REMISE DE LA PROPOSITION

L'offre de prix sera présentée en suivant l'ordre logique du descriptif. Le candidat remettra son offre en le décomposant article par article et en respectant les phases éventuelles du projet. Pour cela, il est demandé de compléter obligatoirement le fichier « DPGF ». Toutes autres présentations ou absence de détails motivera le rejet pur et simple de la proposition.

Il est impératif de renseigner obligatoirement l'annexe DPGF jointe. Chaque point du DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) doit être détaillé afin de fournir des informations précises et complètes. Seul ce document fera foi et sera utilisé pour l'analyse du critère prix.

Les matériaux, éléments ou ensembles envisagés, satisferont aux spécifications du R.E.E.F. et aux diverses normes particulières homologuées. Si le candidat pensait devoir proposer soit des matériaux différents, soit un système constructif tendant à favoriser la rigidité de l'exécution, sans toutefois nuire à la qualité de la prestation, il ne pourrait le faire sans que les dits matériaux soient conformes aux exigences légales plus haut citées.

## 7. SPECIFICATIONS PARTICULIERES

Quelles que soient les directives données pour le choix des moyens, le candidat est tenu de garantir sous son entière responsabilité tous les résultats imposés ou non qui n'auraient pas fait l'objet de réserves de sa part.

Les documents écrits ou dessinés remis au candidat ne peuvent être considérés que comme des bases d'exécution. Il devra donc, lors de sa proposition et après avoir visité les lieux, signaler les dispositions qui n'auraient pas son agrément. Le fait d'exécuter sans rien y changer les prescriptions des documents remis, implique son adhésion et soumet à la responsabilité du candidat la totalité des installations.

Le titulaire du marché doit en plus des travaux décrits plus loin :

L'aide éventuelle au Maître de l'Ouvrage pour les démarches auxquelles les administrations le soumettraient.

Avant tout début d'exécution, le titulaire du marché adressera en double exemplaire les plans d'exécution précis, établis par lui et sous sa propre responsabilité. Après examen, le Maître de l'Ouvrage retournera une série de plans acceptés et accompagnés de ses remarques éventuelles. Cette approbation ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur en ce qui concerne la stabilité, la tenue et les aspects qualitatifs des ouvrages.



Les installations ne seront réceptionnées que dans la mesure où elles répondront aux conditions suivantes :

- Conformité des installations avec les conditions imposées par l'ensemble des prescriptions ;
- Fourniture des documents techniques dans le délai prévu au CCAP avant la date de réception ;
- Tout le matériel utilisé sera neuf et de première qualité, il devra porter le label NF UTE ou équivalent chaque fois que la réglementation en prévoit l'attribution ;
- A la fin des montages, il sera procédé quel que soit l'état de la finition de la construction et en présence du Maître de l'Ouvrage à une réception visant la bonne réalisation des installations et consistant en un essai de fonctionnement ;
- Cette réception fera l'objet d'un procès-verbal signé sur place entre les parties ;
- Il est rappelé que les marques et matériels retenus dans le cadre marché approuvé, ne pourront être changé sous aucun prétexte.

## **8. QUALIFICATION PROFESSIONNELLE**

Le personnel employé par le titulaire du marché, devra pouvoir fournir son titre d'habilitation selon la norme UTE NF C 18-510 ou équivalent (NOVEMBRE 1989).

## **9. DIRECTION DES TRAVAUX**

Le titulaire du marché désignera un responsable de chantier pour la direction des travaux, pendant leur réalisation et aussi longtemps que le maître d'œuvre le jugera nécessaire, pour le bon accomplissement des obligations dues au présent marché. Il sera l'interlocuteur unique face aux représentants du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

La direction des travaux sera assurée par une personne ayant toutes les connaissances requises, et consacrant tout le temps nécessaire à la direction de ceux-ci.

Le titulaire du marché veillera au bon respect du règlement intérieur, des consignes d'hygiène et de sécurité édicté par la maîtrise d'ouvrage pour son personnel intervenant sur le site du Centre Hospitalier du Pays d'Avesnes.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un chef de chantier unique, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre pour l'ensemble des questions relatives à l'exécution des travaux.

Le chargé de chantier assure notamment :

- la coordination quotidienne des travaux ;
- le respect du planning ;
- la sécurité et la gestion des interfaces entre les intervenants ;
- la représentation du titulaire lors des réunions de chantier.

Le chargé de chantier désigné doit disposer de compétences et d'une expérience adaptées à la nature et à la complexité des travaux.

Tout changement de chargé de chantier doit être préalablement soumis à l'accord du maître d'ouvrage. Le remplaçant proposé devra présenter des compétences et une expérience équivalentes ou supérieures.

En cas d'absence non justifiée ou de défaut de désignation d'un chargé de chantier unique, le titulaire est réputé ne pas respecter ses obligations contractuelles.

## **10. ETAT DES LIEUX AVANT TRAVAUX ET DEROULEMENT DES TRAVAUX SPECIFIQUES A CE CHANTIER**

Les travaux dus au titre du présent marché comprennent la restitution des locaux en l'état d'avant les travaux, à savoir notamment les plafonds, les parements, plâtreries, peintures, etc.

Au cas où les travaux ou toute partie de ceux-ci engendreraient des désordres ou dommages pour quelque cause que ce soit, le titulaire du marché en sera tenu pour responsable. Il aura alors, à ses propres frais, l'ensemble des réparations et travaux pour remettre en bon état les parties endommagées.

Les travaux dus au présent marché pourront comporter des prestations spécifiques à divers corps d'état (peintures, reprises d'enduits, revêtements, etc..). Toutes devront être exécutées en respectant scrupuleusement les règles de l'art s'y rattachant.

Il appartient alors au titulaire dans le cadre de son offre, de se faire assister chaque fois que nécessaire, par un spécialiste dument qualifié, pour toutes les mises en œuvre particulières qui ne seraient pas directement de sa compétence.

Dans le but d'éviter tout risque de ce caractère, chaque prestation spécifique fera l'objet, préalablement à toute exécution, d'une note méthodologique de présentation précisant les détails de l'intervention, voire d'un plan de détail.

A ce titre et si cela est nécessaire à la bonne exécution des travaux, la protection du mobilier ou des ouvrages, leur déménagement, leur stockage éventuel ainsi que leur remise en place sont à la charge de l'installateur et sous sa responsabilité entière en relation avec le Maître de l'Ouvrage.

## **11. DECHETS, GRAVOIS**

Les travaux comprennent implicitement l'enlèvement et le transport des déchets et gravois générés par ce chantier. Le titulaire du marché aura à sa charge le nettoyage des locaux, la mise en dépôt de ses déchets et gravois en un lieu accessible au chargement. Ces derniers seront alors enlevés par l'entreprise responsable de ceux-ci et à ses frais.

Ces opérations de nettoyage, sortie et enlèvement des déchets et gravois, seront répétées de façon journalière autant que nécessaire, pour que le chantier soit toujours en état de propreté, celui-ci se déroulant en site occupé.

## **12. STOCKAGE ET APPROVISIONNEMENT DES MATERIAUX**

Le titulaire du marché aura à sa charge les transports, chargements, manutention, stockage et amenée de ses matériaux ainsi que les fournitures sur les zones de chantier.

Le stockage des matériaux ou des fournitures devra être assuré de telle sorte que ceux-ci soient mis parfaitement à l'abri des intempéries et des vols.

## **13. REUNION DE CHANTIER**

Le titulaire sera tenu d'être représenté aux rendez-vous hebdomadaires de chantier par une personne ayant autorité et le pouvoir de décision sur le personnel de l'entreprise et les connaissances techniques du lot concerné.

En dehors de ces réunions hebdomadaires, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre se réservent le droit, sur convocation, de tenir des réunions ponctuelles spécifiques propres à ce chantier.

## **14. PLANS DES INSTALLATIONS**

Le titulaire du marché devra établir tous les plans de détails nécessaires à la parfaite exécution des travaux d'installation. Il devra fournir les plans de réservation et donner les dispositions indispensables à la mise en place correcte du matériel.

Les plans seront fournis au maître d'ouvrage et devront être approuvés par celui-ci avant toutes exécutions correspondantes.

Il devra notamment :

- Notices techniques, plans, coupes, vues éclatées du matériel fourni.
- Les implantations du matériel et câblage.
- Plans et schémas de l'ensemble des équipements courants faibles
- Plan de principe d'implantation des matériels SSI
- Plan de zonage SSI - Zones de détection : ZDA-ZDM

Cette liste n'étant pas exhaustive.

## **15. ORGANISATION**

Le plan d'organisation du chantier préparé par l'entreprise sera présenté dans un délai fixé lors de premier rendez-vous de chantier.

D'une façon générale, le titulaire du marché devra se conformer au plan de prévention.

## 16. ACCES DU CHANTIER

Le titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales ou particulières à l'établissement, qui lui ont été communiquées par le CHPA et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le personnel du titulaire doit obligatoirement être muni d'un document délivré par son entreprise, ainsi que le badge remis par le CHPA lors de l'arrivée sur site.

Le personnel du titulaire se présentera à l'accueil-sécurité pour identification, enregistrement de l'heure d'arrivée et coordination de son action avec le service Sécurité. Il sera également tenu de se présenter à l'accueil-sécurité pour signaler la fin de son intervention, noter la nature du désordre, le dépannage, le travail réalisé et confirmer le bon fonctionnement de l'installation.

L'ensemble de ces informations sera échangé par chacune des personnes responsables (CHPA/Intervenant).

Pour faciliter l'accès aux locaux techniques, le CHPA remettra à l'entreprise, contre reconnaissance de prise en charge, les clés suivantes :

- Local TGBT
- Locaux sensibles
- Accès terrasses

Lors des interventions en terrasse du bâtiment H, le titulaire du marché prendra soin de refermer la porte à clé. Cette précaution doit éviter tout risque de chute ou incident lié à l'état confus de certains patients.

Une ligne de vie horizontale permet de se déplacer en sécurité sur la terrasse du bâtiment H, les intervenants doivent constamment rattacher leur propre EPI au câble pour accéder dans les locaux techniques.

Compte tenu du nombre d'heures effectuées (supérieure à 400) ou travaux dit dangereux, il y aura lieu d'établir un plan de prévention (notamment pour les risques de chute, risques électriques, risques de choc, etc.).

Dans le cadre de la gestion des risques liés à l'amiante, il appartiendra au titulaire de proposer ses propres modes opératoires (sous- section 4) en se conformant aux réglementations en vigueur.

Les intervenants devront être formés aux risques de l'amiante et aux techniques de sécurité. Le Dossier Technique Amiante des bâtiments de l'hôpital est à disposition pour consultation.

## 17. AIRE DU CHANTIER

Une aire de stockage de matériels, matériaux et de livraison pourra être déterminée lors de la première réunion de chantier.

Le stationnement des véhicules des personnels pourra être envisagé sur l'aire de la base vie.

## **18. NETTOYAGE**

Le titulaire du marché devra le nettoyage quotidien des locaux dans lesquels il travaille.

## **19. DEPOSE DES INSTALLATIONS, NEUTRALISATIONS, ISOLEMENT**

La dépose des installations concerne principalement les matériels du SSI existant.

Une continuité de service devra être assurée pendant toute la durée des travaux.

Les anciennes installations devront être démontées après la mise en service du nouveau système.

## **20. SECURITE INCENDIE**

### **20.1 Normes et règlement**

Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

Toute demande formulée par le titulaire et demandant de faire reconnaître une telle équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au moins trente jours avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Les documents justificatifs doivent être rédigés en français ou être accompagnés de leur traduction en français s'il s'agit de documents originaux établis dans une autre langue

L'installation doit être conforme et réalisée suivant :

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), repris par la brochure n° 1477-1 des J.O.

- Instruction technique 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public

## « Remplacement du SSI dans le cadre de sa maintenance »

- Instruction technique 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage

- Instruction technique 248 relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les établissements recevant du public

- Instruction technique 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans les établissements recevant du public.

### Normes :

- NF S 61-930 Systèmes concourant à la sécurité contre les risques d'incendie.
- NF S 61-931 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Dispositions générales
- NF S 61-932 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Règles d'installation
- NF S 61-933 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Règles d'exploitation et de maintenance
- NF S 61-934 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Centralisateur de Mise en Sécurité incendie (CMSI)
- NF S 61-935 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Unité de Signalisation (US)
- NF S 61-936 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Équipements d'Alarme (EA)
- NF S 61-937 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Dispositifs Actionnés de Sécurité (DAS)
- NF S 61-938 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Dispositifs de Commande Manuelle (DCM) – Dispositifs de Commandes Manuelles Regroupées (DCMR) – Dispositifs de Commande avec Signalisation (DCS) – Dispositifs Adaptateurs de Commande (DAC)
- NF S 61-939 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Alimentations Pneumatiques de Sécurité (APS)
- NF S 61-940 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Alimentations Électriques de Sécurité (AES)
- FD S 61-949 Commentaires et interprétations des normes NF S 61-931 à NF S 61-939
- NF S 61-950 Détecteurs linéaires de chaleur et multi ponctuels de fumées et organes intermédiaires
- NF S 61-961 Systèmes Détecteurs Autonomes Déclencheurs (SDAD)
- NF S 61-970 Règles d'installation des Systèmes de Détection Incendie (SDI)
- NF S 61-970/A1/A2 Amendements A1/A2 à la norme NF S 61-970
- NF S 32-001 Signal sonore d'évacuation d'urgence
- NF EN 54 Système de détection et d'alarme incendie (toute partie en vigueur)

Les matériels certifiables utilisés devront être conformes à la marque NF-CMSI et porter les estampilles NF correspondantes.

De plus, tous les matériels employés devront respecter les directives du marquage "CE".

La norme NF C 15-100 relative aux installations basse tension ainsi que les normes relatives aux S.S.I (Systèmes de Sécurité Incendie) notamment NF S 61-950, NF S 61-930 à NF S 61-940, devront être scrupuleusement respectées.

Les matériels certifiables et non certifiables devront être compatibles entre eux. Leur association devra être attestée et mentionnée dans un rapport d'associativité, annexé au certificat d'homologation du matériel certifiable avec lequel ils sont utilisés.

Le titulaire du marché sera titulaire de la qualification APSAD installateur et d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et décennale concernant ce type de travaux. Il fournira l'ensemble des pièces justificatives.

Les justifications correspondantes seront présentées avant toute conclusion de marché.

Le constructeur assurera une assistance technique complète lors des travaux (conformément à l'article MS 58).

## **20.2 Généralités**

Le présent chapitre définit les travaux à réaliser pour remplacer le système de sécurité incendie, afin de prévenir toute défaillance du matériel vieillissant et de pallier la disponibilité limitée des pièces détachées du constructeur en cas de panne.

Les équipements existants sont un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1 de la marque DEF. (Voir fiche Annexe 1 inventaire des biens et plans hôpital)

Dans le but de prendre en compte toutes ces informations lors de sa proposition, l'entreprise remplacera le système existant en le complétant afin de respecter la réglementation actuelle. Le titulaire du présent lot aura à sa charge l'ensemble des travaux décrits ci-après.

**Sur ce site, un projet d'aménagement d'un plateau de consultations et d'une zone archives d'une surface de 1000 m<sup>2</sup> env. est prévu à court terme (Fin des travaux 2<sup>ème</sup> semestre 2026).**

**L'ensemble des matériels devra être prévu pour reprendre les asservissements de cette extension. En effet, SHEGI, titulaire du marché a à sa charge les détecteurs automatiques d'incendie, les socles ICC, les indicateurs d'actions, les déclencheurs manuels, les diffuseurs sonores d'AGS, le câblage, mode de transmission et l'asservissement avec le constructeur.**

Les travaux à réaliser dans le cadre du remplacement des matériels centraux des Système de Détection Incendie (SDI) et Système de Mise en Sécurité Incendie (SMSI) sont :

- Remplacement de l'Équipement de Contrôle et de Signalisation (ECS)
- Remplacement du Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) et des matériels déportés
- Remplacement des Alarmes Générales Sélectives (AGS) dont l'associativité n'est pas possible avec le nouveau CMSI.
- Remplacement de l'ensemble des Tableaux de Report d'Exploitation (TRE) (non compatibles avec les nouveaux matériels centraux).

Les scenarios de mise en sécurité ne sont pas remis en question.

Le titulaire du marché devra obligatoirement se rendre sur place afin de reconnaître les lieux et évaluer l'étendue des travaux, interventions et en particulier pour ce qui concerne :

- Les obligations et impératifs de fonctionnement des bâtiments
- Les origines des installations
- L'ensemble des équipements à déposer
- Les alimentations provisoires à réaliser
- L'implantation des bâtiments, locaux techniques, et de ses moyens d'accès pour les matériels et équipements
- 

### **20.3 Visite obligatoire du site**

Afin de permettre aux candidats d'appréhender au mieux les conditions d'exécution des prestations, une **visite obligatoire du site** est imposée.

Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite du site avant de remettre leur offre. Cette visite leur permettra de prendre connaissance des contraintes techniques, des accès et de l'environnement du projet.

Les visites seront organisées sur rendez-vous.

Le rendez-vous est fixé à l'adresse suivante :

**Centre Hospitalier du Pays d'Avesnes**  
**Route de haut lieu**  
**59440 Avesnes sur Helpe**

Le point de contact pour organiser cette visite est :

**Monsieur COCHET David**  
**Responsable Sécurité / Travaux**  
**Tél : 03.27.56.56.18**  
**06.79.23.89.23**  
[david.cochet@ch-avesnes.fr](mailto:david.cochet@ch-avesnes.fr)

A l'issue de la visite, une **attestation de visite** sera remise aux candidats par le maitre d'ouvrage. Cette attestation devra être **obligatoirement jointe à l'offre** sous peine de rejet de celle-ci pour non-conformité.



Toute entreprise n'ayant pas effectué cette visite et ne fournissant pas l'attestation correspondante verra son offre déclarée **irrégulière et automatiquement rejetée**.

## **20.4 Phasage des travaux**

L'ensemble de l'opération sera réalisé en 2 phases.

### **Phase 1 :**

Le titulaire du présent lot procédera à la mise en place de la baie ainsi que du câblage du nouveau Système de Sécurité Incendie (SSI).

### **Phase 2 :**

Le titulaire du présent lot devra prendre connaissance de l'intégralité du système de sécurité incendie existant sur le site et prévoir la dépose complète de celui-ci à terme.

Il est impératif que le changement du SSI actuel soit effectué tout en maintenant le niveau de sécurité actuel.

La centrale existante située dans les postes de sécurité sera déposée dans son ensemble.

## **20.5 Dépose des installations**

Le titulaire du marché aura à sa charge, d'une façon générale, la dépose de l'ensemble des équipements SSI y compris le câblage. Les déposes seront réalisées avec soin de manière à éviter toute détérioration sur les ouvrages existants.

En conséquence, toutes les protections nécessaires seront mises en place avant toute exécution.

Certains équipements déposés seront mis à la disposition du Maître d'ouvrage, tandis que les équipements non récupérés seront évacués.

## **20.6 Définition du matériel central**

Le matériel central sera un Equipement de Contrôle et de Signalisation « Adressable » (E.C.S) intégrant des fonctions simples de mise en sécurité incendie (C.M.S.I).

Cet équipement est destiné à s'intégrer dans un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A au sens de la norme NF S 61 931 ou équivalente.

Il se présentera sous la forme d'une baie.

Outre ses fonctions de détection précoce et automatique des « feux couvant », il assurera la diffusion de l'alarme Feu et l'arrêt de certaines installations techniques.

#### Conformité aux normes citées ou équivalentes

Le matériel central sera conforme aux normes EN54-2, EN54-4, NF S 61-934 (CMSI), NF S 61-936 (EA), ECS 51 C et CMSI 104 B.  
Il sera estampillé NF et CE.

#### Constitution du matériel central

Le matériel sera de marque DEF ou équivalent technique.

Le matériel central comprendra :

- Un Système Détection Incendie (SDI) avec équipement de Contrôle et de Signalisation (ECS) au sens de la norme NF EN 54-2 ou équivalente.
- Un Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) intégrant les fonctions d'alarme via une Unité de Gestion d'Alarme Intégré de type 1 (UGA-1) au sens de la norme NF S 61-934 ou équivalente.

Les descriptions techniques de l'ECS et du CMSI sont données ci-après dans le descriptif.

#### Installation

Le matériel central ci-dessus devra être installé dans le VTP (Volume Technique Protégé) existant situé dans le bâtiment M (PC sécurité local n°403).

#### **Le Système de Détection Incendie (S.D.I) – Définition de l'ECS**

L'Équipement de Contrôle et de Signalisation (ECS) devra être certifié conforme à la marque NF-DI (estampilles vertes) selon le référentiel en vigueur : EN 54-2, EN 54-4.

#### **Le Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (C.M.S.I) – Définition des Fonctions**

Le Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (C.M.S.I) assurera :

- La fonction d'alarme et d'évacuation
- La fonction de commande des équipements techniques concernant la mise en sécurité des bâtiments

Le matériel central intègre le CMSI permettra de piloter :

- Deux lignes de diffusion d'évacuation

- Deux lignes de commande à rupture sans contrôle de position

### **Fonction d'alarme : Alarme générale sélective (AGS)**

#### Conformité aux normes

Les AGS seront conformes à la norme NF65 61936 ou équivalente.

#### Indice de protection et technologie

Les AGS auront des performances sonores de 70dB à 2 m.

#### Dépose

Enlèvement des AGS existantes

#### Installation

Les AGS devront être installées en nombre suffisant et répartis judicieusement sur la surface de l'établissement afin que le signal sonore d'évacuation générale soit audible en tout point du bâtiment.

Ils devront être installés hors de portée du public à une hauteur minimum de 2,25m par rapport au sol.

#### Mode de pose

D'une manière générale, les Diffuseurs Sonores seront posés en applique sur les murs.

Matériel proposé : Diffuseur d'Alarme générale sélective de marque DEF ou équivalent technique.

### **Commande des équipements techniques**

#### Arrêt technique Ventilation

Le titulaire du présent lot doit prévoir la reprise des arrêts techniques des centrales de traitement d'air.

Pour ce faire, l'entreprise doit identifier les équipements asservis.

Fonction d'évacuation : déverrouillage des portes asservies à un système de contrôle d'accès

Certaines portes des niveaux R+2 et R+3 du bâtiment H sont verrouillées par un système de contrôle d'accès de type digicode et sont déverrouillées en cas d'alarme incendie ou de panique. En cas d'incendie, le SSI envoie un ordre de déverrouillage vers le système de maintien de la porte. En cas de panique, c'est l'action sur le boîtier vert de dé-condamnation qui libère le verrouillage de la porte.

Le titulaire du présent lot doit prévoir la reprise et la programmation de cet asservissement.

#### Fonction compartimentage de la zone sinistrée

L'ensemble des DAS de compartimentage de la zone protégée (PCF et CCF)

Le non-arrêt des cabines d'ascenseurs implantées dans la zone sinistrée

L'arrêt des ventilations (CTA)

Le titulaire du présent lot doit prévoir la reprise et la programmation de cet asservissement.

#### Essais et mise en service du système de sécurité incendie

Le titulaire du marché aura à sa charge les essais et la mise en service du Système de Sécurité Incendie.

L'ensemble de l'installation devra faire l'objet d'une réception en présence du coordinateur SSI et de l'installateur. Cette réception fera l'objet d'un procès-verbal comprenant les résultats des essais réalisés par l'installateur sur l'ensemble du SSI.

Tous les éléments techniques constituant le dossier technique incendie seront transmis au coordinateur SSI suivant la nomenclature établie par ce dernier.

## **21. FORMATION DU PERSONNEL**

Conformément aux articles MS 51 et MS 69, la présente proposition devra comprendre la formation à l'utilisation de l'ensemble du système de sécurité incendie du personnel chargé de la surveillance de l'établissement :

- Fonctionnalité des appareils du SSI ;
- Exercices pratiques et manipulation sur le matériel.

L'entreprise du présent lot fournira également le quitus de formation du personnel formé.

Cette fiche comprendra :

- les noms des personnes formées ;
- leurs qualifications ;
- leur émargement ;
- le contenu de la formation.

## 22. GARANTIE DU MATERIEL

L'ensemble du matériel du Système de Sécurité incendie devra être garanti par le ou les constructeur(s) pendant un an à la date définitive de réception de l'installation (installation SSI sans réserve).

## 23. DOSSIER D'IDENTITE DU SSI

Afin de permettre la réception du S.S.I ainsi que son exploitation future, le Dossier d'Identité S.S.I fera l'objet d'une mise à jour par le coordinateur SSI.

Il est demandé au titulaire de participer à la constitution du dossier d'identité. Ce dossier doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

- Zones de Détection (Z.D) avec identification des détecteurs et/ou des Déclencheurs Manuels (D.M) correspondants
- Zones de mise en sécurité (Z.S) avec identification des Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.)
- Zones de diffusion d'Alarme (Z.A.) avec identification des Alarmes Générales Sélectives (AGS) et Diffuseurs d'alarme Sonore (D.S)
- Corrélations entre Z.D et Z.S du Centraliseur de Mise en Sécurité (C.M.S.I.)
- Schéma (s) de principe de l'installation modifiée, les plans de câblage détaillés devant être annexés au Dossier d'Identité.
- Liste des plans fournis par les installateurs, ces plans devant être annexés au Dossier d'Identité.
- Liste des matériels du S.S.I et documentation donnant leurs caractéristiques
- Certificats de conformité aux normes, fournis par les constructeurs
- Instructions de manœuvres
- Document attestant la compatibilité entre le S.D.I. et le C.M.S.I
- Notice d'exploitation et de maintenance du S.S.I.

## 24. COORDINATEUR SSI

Le Cahier des Charges Fonctionnel (CCF) du S.S.I est rédigé par Monsieur Sylvain CATENNE de la société SSI CONSULTING - Agence de LILLE - ZI Douai-Dorignies - Rue Jules Gosselet 59500 DOUAI

## **25. PARTICIPATION DES ENTREPRISES**

Les entreprises seront tenues de participer activement à l'élaboration du dossier d'identité du SSI jusqu'à son acceptation sans réserve par le coordinateur SSI et la commission de sécurité.

Cette participation concerne :

- La présence aux réunions spécifiques SSI ;

La fourniture des documents demandés par le coordonnateur SSI (Voir chapitre : 23. Dossier d'Identité du SSI)

- En phase de préparation – Synthèse ;
- En phase travaux ;
- En vue de la constitution du dossier d'identité SSI ;
- La constitution du dossier SSI ;
- La présence aux essais et la réception du SSI.

### **25.1 Vérifications de conformité des installations**

Conformément à l'article R 123-10 du code de la construction et de l'habitation, les installations des systèmes de sécurité du bâtiment seront soumises à une visite de vérification technique et de conformité. Les installations techniques devront présenter des garanties de bon fonctionnement et de sécurité.

Avant leur réception fonctionnelle par le coordinateur S.S.I., chaque appareil et sous-systèmes de l'installation du S.S.I. feront l'objet d'essais de fonctionnement en application des articles MS56 §3 et MS 73 §1 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié.

Les essais précités seront réalisés par les entreprises concernées, le constructeur, et consignés dans un document indiquant les essais réalisés, les résultats obtenus et attestant du bon fonctionnement de chacun des sous-systèmes et de leurs corrélations. (Fiches d'autocontrôles entreprises, PV constructeur).

### **25.2 Participation aux essais et à la réception fonctionnelle du S.S.I.**

Les installations des systèmes de sécurité des bâtiments feront l'objet d'une visite de réception fonctionnelle par le coordinateur S.S.I. en fin de chantier. Cette visite de réception sera subordonnée aux vérifications de conformité des installations.

Elle se fera en présence du coordinateur SSI, de l'utilisateur, des installateurs ou de leurs représentants désignés ainsi que du constructeur.

La réception fonctionnelle aura pour but de contrôler la conformité du SSI, avec les normes en vigueur et spécifications figurant dans le dossier d'identité, notamment leurs corrélations par sondage type.

La réception fonctionnelle des systèmes de sécurité du bâtiment fera l'objet d'un procès-verbal.

Le coordinateur SSI recueillera les documents des résultats des essais précités (fiches de contrôle entreprises, PV constructeurs), permettant l'élaboration du procès-verbal de réception fonctionnel conformément à l'article 13 de la norme NF S 61-932.

Les entreprises seront tenues de participer à tous les essais et à la réception fonctionnelle du S.S.I.

Elles doivent mettre à disposition du coordinateur SSI les moyens humains et matériels demandés par le coordinateur pour le bon déroulement de ces essais et réception :

- Personnel nécessaire au constat du bon fonctionnement de ces équipements et réarmement pour la suite des essais.
- Moyens de communication entre les points :
  - De détection
  - D'asservissement
  - De signalisation
  - De réarmement

## **26. STOCK DE MAINTENANCE**

Le titulaire du marché fournira, à ses frais, un stock de pièces de rechange provisionnel pour les dépannages (MS 69).

Ces matériels doivent être conformes aux prescriptions du constructeur, spécifiés comme compatibles suivant les normes d'associativité avec les matériels installés.

## **27. RECEPTION**

### **7.1 Généralités**

La réception sera prononcée par le Maître d'ouvrage, après qu'auront été effectués les essais de sécurité incendie avec le coordinateur SSI.

Il sera vérifié en outre que l'installation est bien complète et que tous les éléments sont conformes aux documents d'appel d'offres et aux ordres de service établis ultérieurement.

Avant réception, il sera procédé à tous les essais de fonctionnement.

## **27.2 Vérifications**

Pendant le délai de garantie, le titulaire du marché est tenu de remplacer immédiatement à ses frais tout appareil ou partie d'appareil qui serait reconnu défectueux, d'effectuer les réparations nécessaires imputables à un vice de construction, d'installation ou de fonctionnement.

Par ailleurs, cette garantie de deux ans, après réception ne saurait en rien soustraire le titulaire de la garantie générale découlant des publications et règles U.T.E. et ENEDIS qui déterminent les conditions générales de garanties dues par l'entrepreneur.

Pendant l'exécution des travaux et pendant la durée du délai de garantie, le titulaire devra effectuer toutes les vérifications qui seront demandées par le Maître de l'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le remplacement de matériaux, d'appareils, ou la réfection d'ouvrages seraient reconnus nécessaires, le titulaire supportera, en plus des dépenses entraînées par ces constatations, les coûts de réfections et réparations de toute nature, sans préjudice des indemnités qui pourrait être encourues.

La réception pourra être prononcée à l'achèvement de chaque tranche de travaux, à condition que l'exécution des réalisations, la qualité des matériaux mis en œuvre et la construction des appareils soient conformes en tous points aux prescriptions du cahier des charges.

La conformité des installations aux normes sera réalisée par un organisme de contrôle agréé.

La réception sera constatée par un procès-verbal.

Le procès-verbal qui sera établi mentionnera, le cas échéant, les omissions, imperfections ou malfaçons constatées.

Les pièces réparées ou fournies en remplacement de celles refusées seront soumises à une nouvelle réception.

Aussitôt après la terminaison de l'installation et avant la réception, le titulaire devra fournir les documents d'exploitation suivants :

- Des instructions simples mais précises et détaillées sur le fonctionnement et l'entretien des appareils.
- Une série de plans d'exécution mis à jour indiquant le tracé des canalisations, les schémas des tableaux, appareils de commande.
- Une notice technique de fonctionnement de l'installation.



### **27.3 Documents des Ouvrages Exécutés (DOE)**

Dès la terminaison de l'installation et dans tous les cas, avant la réception, le titulaire devra fournir les documents suivants, en 3 exemplaires papier et 1 exemplaire informatique :

- Les plans de récolement (implantations électriques), y compris tous les détails d'exécution ;
- Les notes de calcul ;
- La nomenclature détaillée de tous les matériels et les schémas fonctionnels ;
- Les caractéristiques techniques des matériels ;
- Les paramétrages de base des installations ;
- Une liste des fournisseurs, avec leur numéro de téléphone et la personne à contacter ;
- Les schémas électriques ;
- Les documents demandés au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique, ainsi que les différentes attestations et agréments techniques des matériels utilisés.

Le titulaire fournira un document détaillant :

- Les instructions simples mais précises et détaillées sur la conduite et l'entretien des appareils ;
- Une notice de périodicité d'entretien ;
- Une liste de proposition de stock pour les pièces détachées de première urgence ;
- Les différents réglages à effectuer sur les appareillages ;
- Les fiches signalétiques de formation.

Les dossiers des ouvrages exécutés seront remis sous classeurs, obligatoirement accompagnés du support informatique au format AutoCAD correspondant, reprenant l'ensemble des éléments demandés.

## **28. GARANTIES**

### **28.1 Période de garantie**

Pendant la période de garantie, le titulaire du marché restera complètement responsable du bon fonctionnement de l'installation.

Il sera tenu d'effectuer, à ses frais, risques et périls, les remplacements, réparations et modifications de tous les appareils ou pièces brisées, hors de service, ou reconnus défectueux en raison d'un défaut de construction ou vice caché de matière, si ces défauts n'ont pas été détectés lors des essais de réception, de l'examen, des épreuves en atelier ou aux lors des réceptions.

Cette garantie ou ces obligations ne s'appliquent pas aux cas de force majeure ni aux accidents dus à un défaut de surveillance du personnel chargé de la conduite de l'installation.

Toute avarie étrangère à ces cas de force majeure aura pour effet de prolonger la garantie d'une durée proportionnelle à son importance, sans toutefois que cette prolongation puisse dépasser une année.

Le constructeur ne pourra invoquer la faible importance ou la facilité des réparations, des mises au point ou des réglages reconnus nécessaires, pour se soustraire à l'obligation de maintenir tous les appareils en parfait état de fonctionnement pendant la durée de garantie.

### **28.2 Garantie de fournitures**

Tout le matériel fourni par le titulaire du marché est garanti contre tout vice de construction ou de matière pendant une durée de deux ans à compter de la réception.

De plus, en cas de problème pendant cette période, le délai d'intervention ne devra pas excéder 3 heures.

Cette garantie ne s'applique pas aux conséquences de l'usure normale, ni celles qui pourraient résulter d'une mauvaise utilisation ou de la non-observation des instructions.

Le titulaire sera totalement responsable des incidents ou dégradations qui pourraient se produire en raison de la non-fourniture en temps utile des documents ou des erreurs contenues dans ces documents.

Un appareillage similaire ne pourra être substitué au moment de l'exécution, qu'après l'accord formel du maître d'ouvrage.

### **28.3 Garantie décennale**

La garantie décennale prend date conformément à la loi et aux documents d'ordre général annexés au marché.

Les différentes clauses de garanties énoncées ci-dessus ne font aucunement double emploi avec les obligations résultant de la garantie décennale.

Celles-ci trouvant leur plein effet à dater du jour fixé et le titulaire du marché restant astreint aux diverses obligations résultant du marché, et notamment du présent document aussi longtemps que les contrôles et essais ne sont pas concluants.

A la fin des travaux, le titulaire remettra au Maître d'Ouvrage en 3 exemplaires, les plans de toutes les installations telles qu'elles auront été exécutées définitivement.

Cette remise de documents subordonnera la réception des travaux.

## **29. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE)**

### **29.1 Objet de la prestation**

La présente prestation supplémentaire éventuelle concerne la fourniture, l'installation d'une Unité d'Aide à l'Exploitation (UAE) de modèle Supervision VISIO DEF 3D ou équivalent permettant la gestion centralisée et simplifiée de deux Systèmes Sécurité Incendie (SSI) distincts, conformément aux exigences réglementaires et normatives en vigueur.

L'unité d'aide à l'exploitation doit être commune aux différents SSI assurant la mise en sécurité des bâtiments du Centre Hospitalier du Pays d'Avesnes (Hôpital/EHPAD Résidence Simone Jacques) (Voir fiche Annexe 2 inventaire des biens et plans EHPAD RSJ)

L'UAE sera installée dans le poste de sécurité situé dans le bâtiment M de l'hôpital (local n°403).

### **29.2 Description de l'EHPAD résidence Simone Jacques**

L'EHPAD RSJ est un Établissements Recevant du Public (ERP) de 4<sup>ème</sup> catégorie de type JR avec des activités de type N et équipés d'un Système Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A et un équipement d'alarme de type 1.

La construction de l'établissement comprend un bâtiment en R+2.

Chaque niveau du bâtiment comporte des locaux à sommeil, il est découpé en trois zones, telles que le prévoit l'article J 10 des dispositions particulières du règlement de sécurité contre l'incendie.

### **29.3 Références normatives**

L'UAE devra répondre aux exigences des normes suivantes ou équivalentes :

- NF S 61-931 : règles d'installation des SSI
- NF S 61-940 : exigences fonctionnelles des UAE
- NF S 61-970 : règles de mise en œuvre et de vérification des SSI

- APSAD R7

#### **29.4 Caractéristiques technique de l'UAE**

L'unité proposée devra :

- Etre compatible avec les deux SSI en place et assurer leur interconnexion sans dégradation des fonctionnalités de sécurité ;
- Assurer une supervision centralisée des SDI/CMSI depuis le PC sécurité de l'hôpital des alarmes, défauts alarmes, défauts secteur, défauts alimentation secourue, dérangement général, défauts de communication, partie H.S et évènements des deux SSI ;
- Disposer d'une interface ergonomique avec écran tactile ou afficheur LED permettant une lecture claire des informations ;
- Permettre l'identification rapide de l'origine d'une alarme sur l'un des deux SSI ;
- Intégrer des fonctionnalités de guidage opérateur pour la levée de doute et l'application des consignes d'exploitation ;
- Assurer une résistance aux perturbations électromagnétiques et garantir un fonctionnement fiable en toutes circonstances ;
- Alimenter par une source de sécurité (E.A.E au sens de la norme NF EN 54-4 ou A.E.S. au sens de la NF S 61-940 ou équivalente) permettant une autonomie minimum de 1h en veille sur source de sécurité seule ;
- Importer des plans graphiques depuis des formats standards, notamment AutoCad (format DWG et/ou DXF).

#### **29.5 Mise en œuvre**

L'installation de l'UAE comprendra :

- L'étude et la validation technique de la compatibilité des SSI de l'hôpital et l'EHPAD Résidence Simone Jacques ;
- Le raccordement aux SSI et aux équipements associés (CMSI, SDI, etc.) ;
- La programmation et la configuration pour une exploitation optimale ;
- Les tests de fonctionnement avec simulation d'alarmes pour validation de la communication entre les SSI et l'UAE ;
- La formation du personnel de sécurité sur l'utilisation de l'UAE.

#### **29.6 Documents à fournir**

- Notices techniques et fiches produits de l'UAE proposée

- Attestation de conformité aux normes en vigueur
- Plan de raccordement et schéma d'implantation
- Procès-verbal des essais fonctionnels et de réception

### **29.7 Incidence financière**

Cette prestation devra être chiffrée dans le DPGF.

## **ANNEXE 1 INVENTAIRE DES BIENS**

MARQUE	TYPE	QUANTITE
ECS	DEF ALTAIR II	1
CMSI	ANTARES II	1
Zone de détection		56
Groupe de commande		18
DETECTEUR OPTIQUE	DEF VOA	551

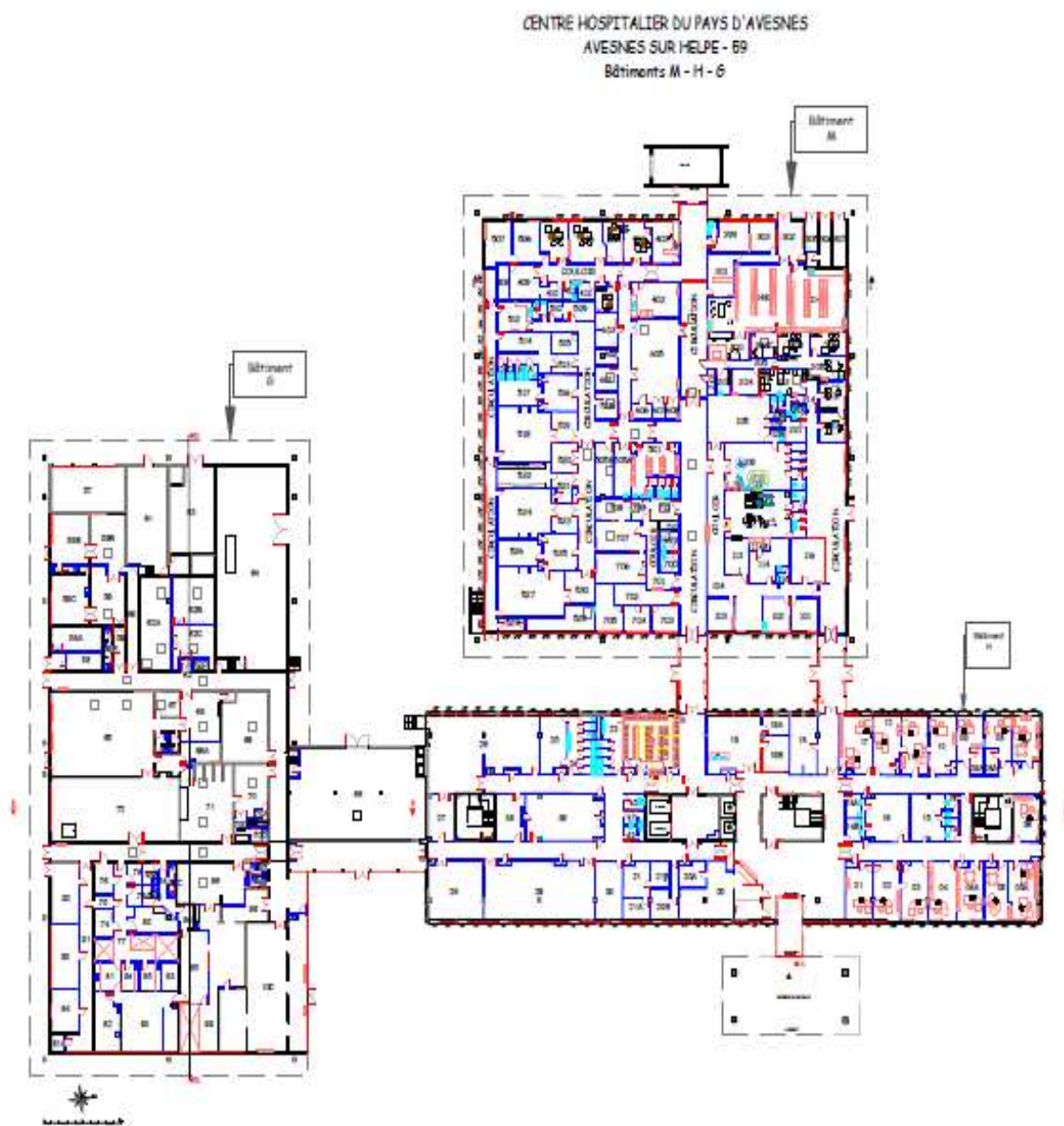
« Remplacement du SSI dans le cadre de sa maintenance »

DETECTEUR THERMO VELOCIMETRQUE	DEF VTVA	17
INDICATEUR D'ACTION	DEF IA	395
DECLENCHEUR MANUELS VEGA	DEF BMAL	46
DECLENCHEUR MANUELS DE DESENFUMAGE		6
BATTERIE ECS	12SC24	4
BATTERIE CMSI	12SC24	4
AES SEFI 48V6A ALIM CMSI		1
AES SUD SLAT MERCURE 48/6		1
BATTERIE DE L'AES SLAT 48/6	12SC65	4
AES NORD SLAT MERCURE 48/8		1
BATTERIE DE L'AES SLAT 48/8	12SC24	4
BATTERIES ALIM TRANSMETTEUR	12SC7	1
ALARME GENERALE SELECTIVE	DAGS AVAGS ALTES	34
ALARME GENERALE SELECTIVE	DSNA AVS 2000 SSP	8
TABEAU REPETITEUR	ALTRA +	10
TABEAU REPETITEUR	STAR	1
DAS		
OUVRANT DE FACADE		18
ARRET VENTILATION /VMC		2
CCF		316
COFFRET DE RELAYAGE VENTILATEURS		3
NON STOP ASCENSEUR		10
PORTE COUPE FEU		72
SKYDOME avec coffret CO2 150gr commande O/F		4
VENTILATEUR DE DESENFUMAGE		3
VOLET DE DESENFUMAGE		26
COMMANDES DE DISPOSITIF DE RELAYAGE DE MISE EN SECURITE		15
MODULES DEPORTES DU CMSI		18
BOITE DE COMMANDE DE DAS A EMISSION		322

## ANNEXE 2 BESOINS DU PROJET D'AMENAGEMENT D'UN PLATEAU DE CONSULTATIONS EXTERNES

Extrait du DPGF. Titulaire : SHEGI		
ALARME INCENDIE		
Modification de la centrale incendie	ENS	1
Alimentation électrique de sécurité (AES)	ENS	1
Tête de détection incendie	U	71
Déclencheur manuel	U	5
Indicateur d'action	U	31
Diffuseur d'alarme sélective AGS	U	9
Diffuseur lumineux	U	10
Tableau de report d'exploitation	SO	
DAS - volet d'extraction de désenfumage	U	5
DAS - volet d'amenée d'air frais	U	7
DAS - Portes battantes à fermeture automatique	U	12
DAS - Clapet Coupe Feu	PM	0
DAS - Déverrouillage issue de secours	U	5
Câble CR1 C1 C2 2x 1,5 mm <sup>2</sup>	ML	300
Câble Filalarm rouge 8AWG 20 2 paires AE	ML	1820
Asservissement	ENS	1
Réception SSI	ENS	1

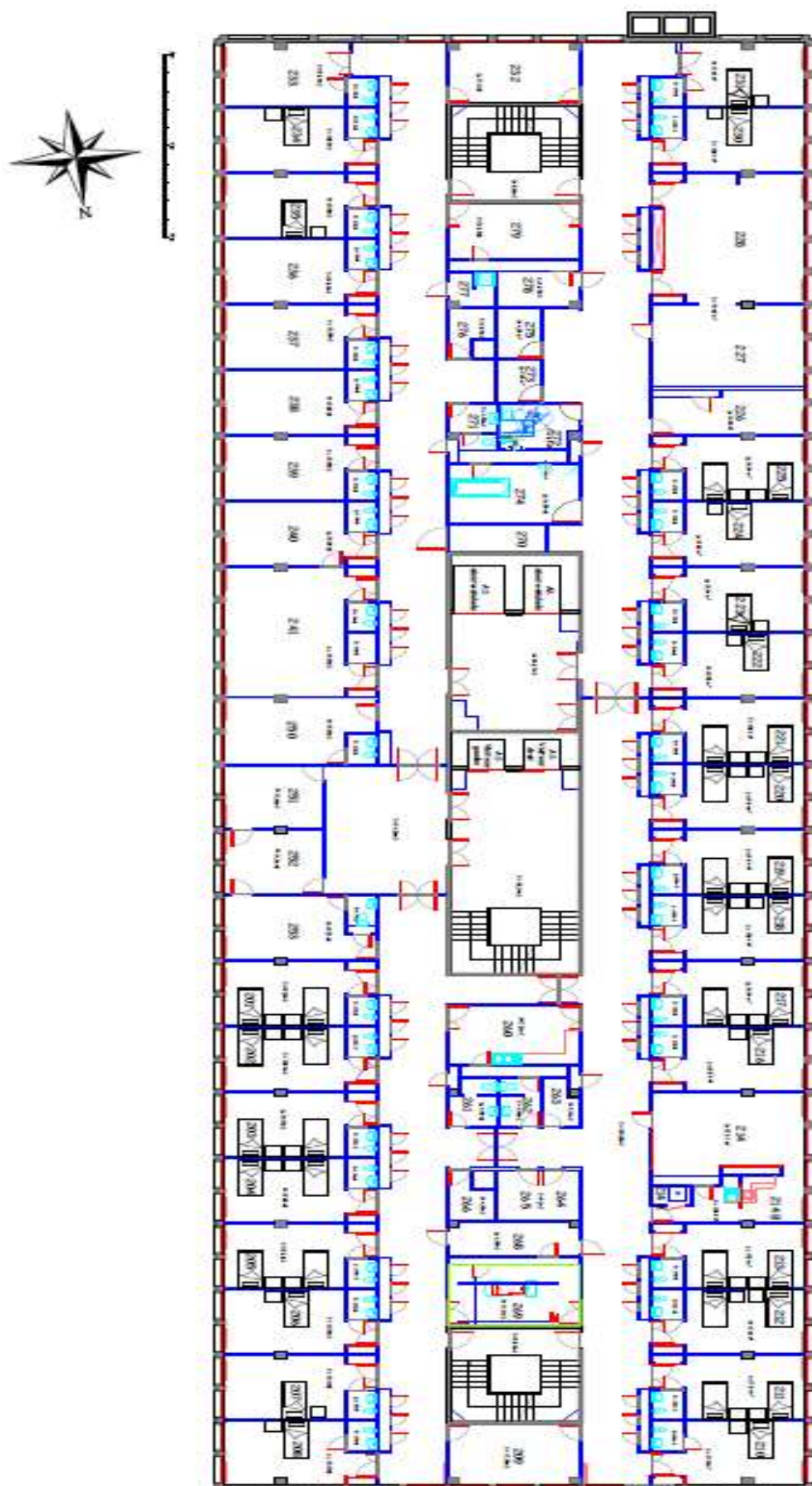
## ANNEXE 3 PLAN DE L'HOPITAL





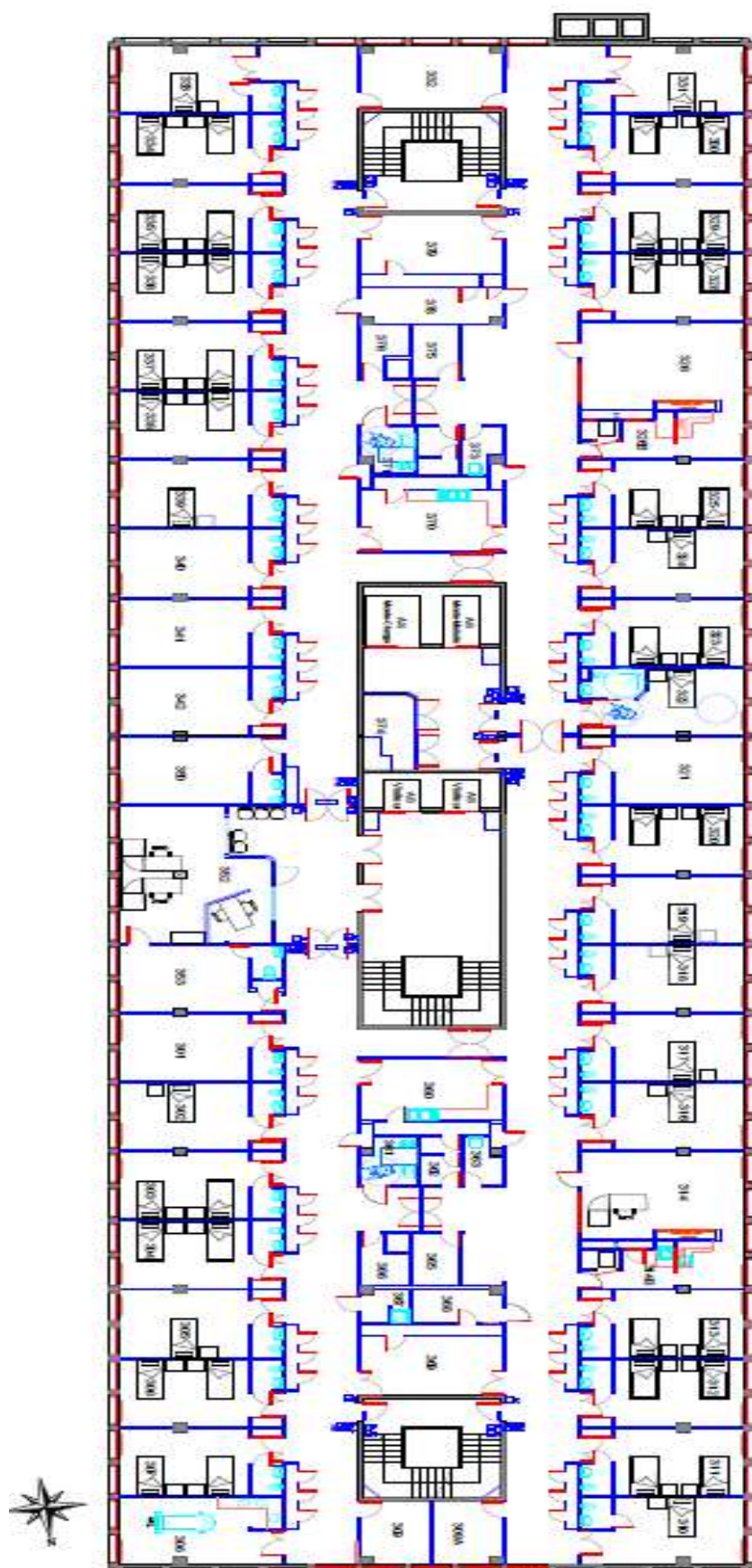
The floor plan illustrates a symmetrical building layout with a central corridor system. The left wing contains rooms numbered 101 through 117, while the right wing contains rooms 118 through 134. The central section includes a large staircase, a central corridor, and several service areas. The plan also shows various door types, furniture, and other architectural details.

**CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'AVESNES**  
**AVESNES SUR HELPE - 59**  
**Bâtiment H - Plan niveau R+2**

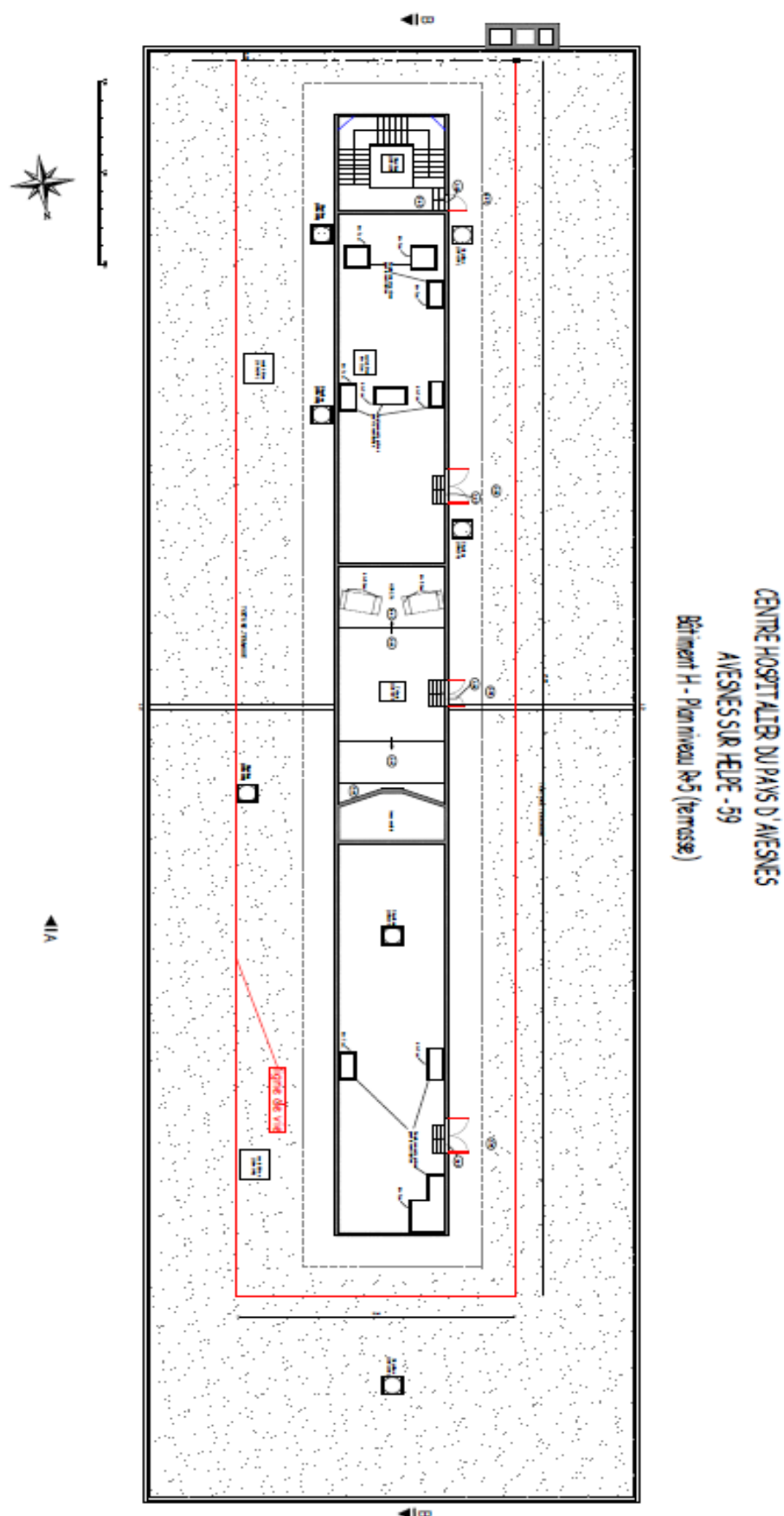




CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'AVESNES  
AVESNES SUR HELPE - 59  
Bâtiment H - Plan niveau R+3







## ANNEXE 4 INVENTAIRE DES BIENS ET PLANS EHPAD RESIDENCE SIMONE JACQUES

MARQUE	TYPE	QUANTITE
ECS	DEF FORTES-S	1
CMSI	DEF ANTARES IV	1
Zone de détection		31
DETECTEUR OPTIQUE	DEF OA-O	211
DETECTEUR THERMO VELOCIMETRIQUE	DEF OA-T	6
INDICATEUR D'ACTION	DEF IA	148
DECLENCHEUR MANUELS A LED	DEF DMOA	20
BATTERIE ECS	12SC 17	2
BATTERIE CMSI	12SC 17	2
BATTERIE UGA	12SC7	1
ALIMENTATION AES DE L'ECS SEFI ACS 24/7		1
ALIMENTATION AES DU CMSI SEFI ACS 24/2		1
AES 1 24/2		1
BATTERIE AES 1	12SC17	2
AES 2 SLAT MERCURE 24/8		1
BATTERIE AES 2	12SC24	2
AES 3 SLAT MERCURE 48/8		1
BATTERIE AES 2	12SC24	4
ALARME GENERALE SELECTIVE	DAGS	18
ALARME GENERALE SELECTIVE	DSNA	2
TABEAU REPETITEUR	ALTRA +	5
DAS		
OUVRANT DE FACADE		19
ARRET VENTILATION / VMC		6
CCF		1
COFFRET DE RELAYAGE VENTILATEURS	COFFRET RELAIS	8
NON STOP ASCENSEURS		3
PORTE COUPE FEU		22
VENTILATEURS DE DESENFUMAGE		8
VOLET DE DESENFUMAGE		20

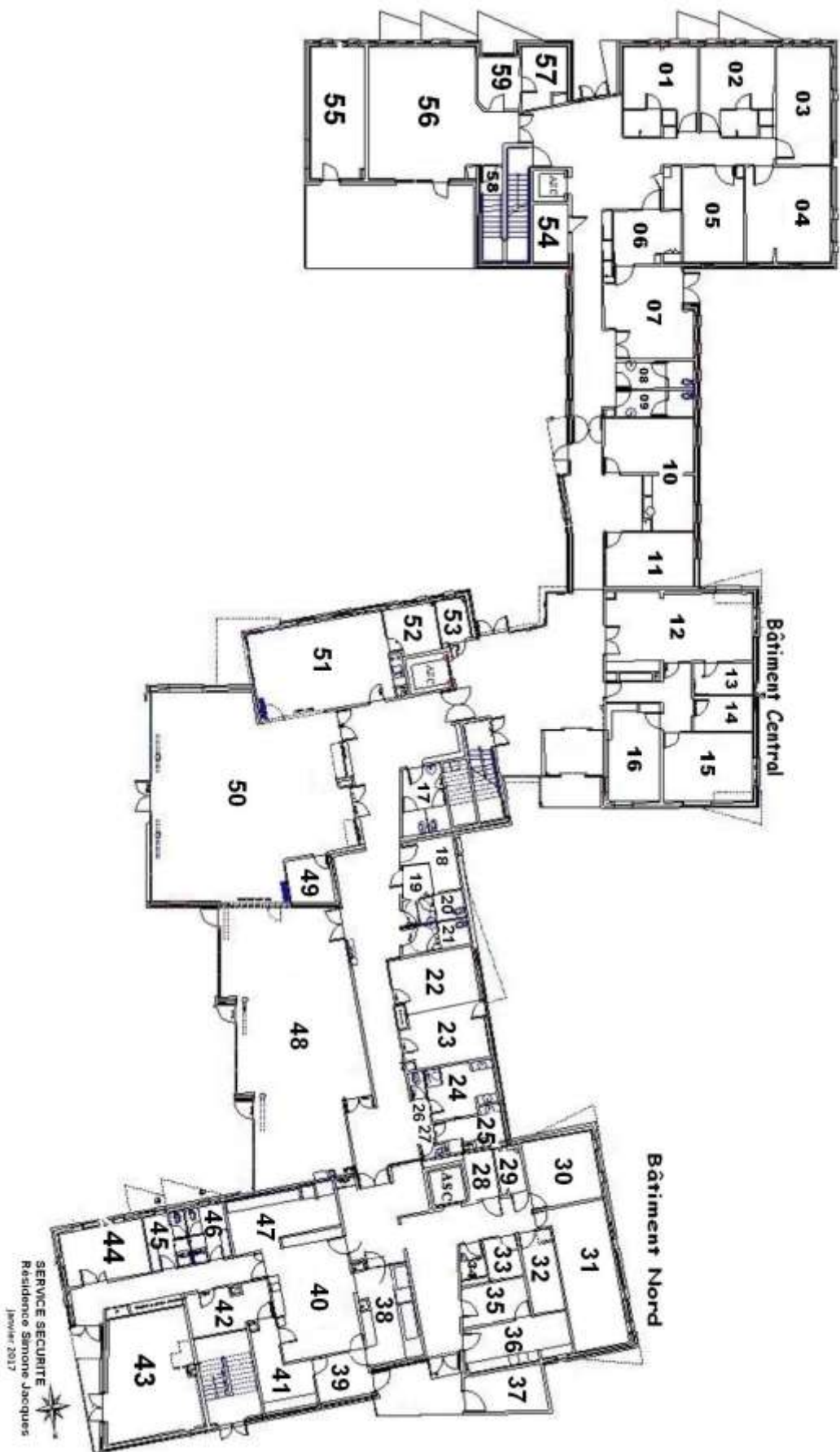


Bâtiment Sud

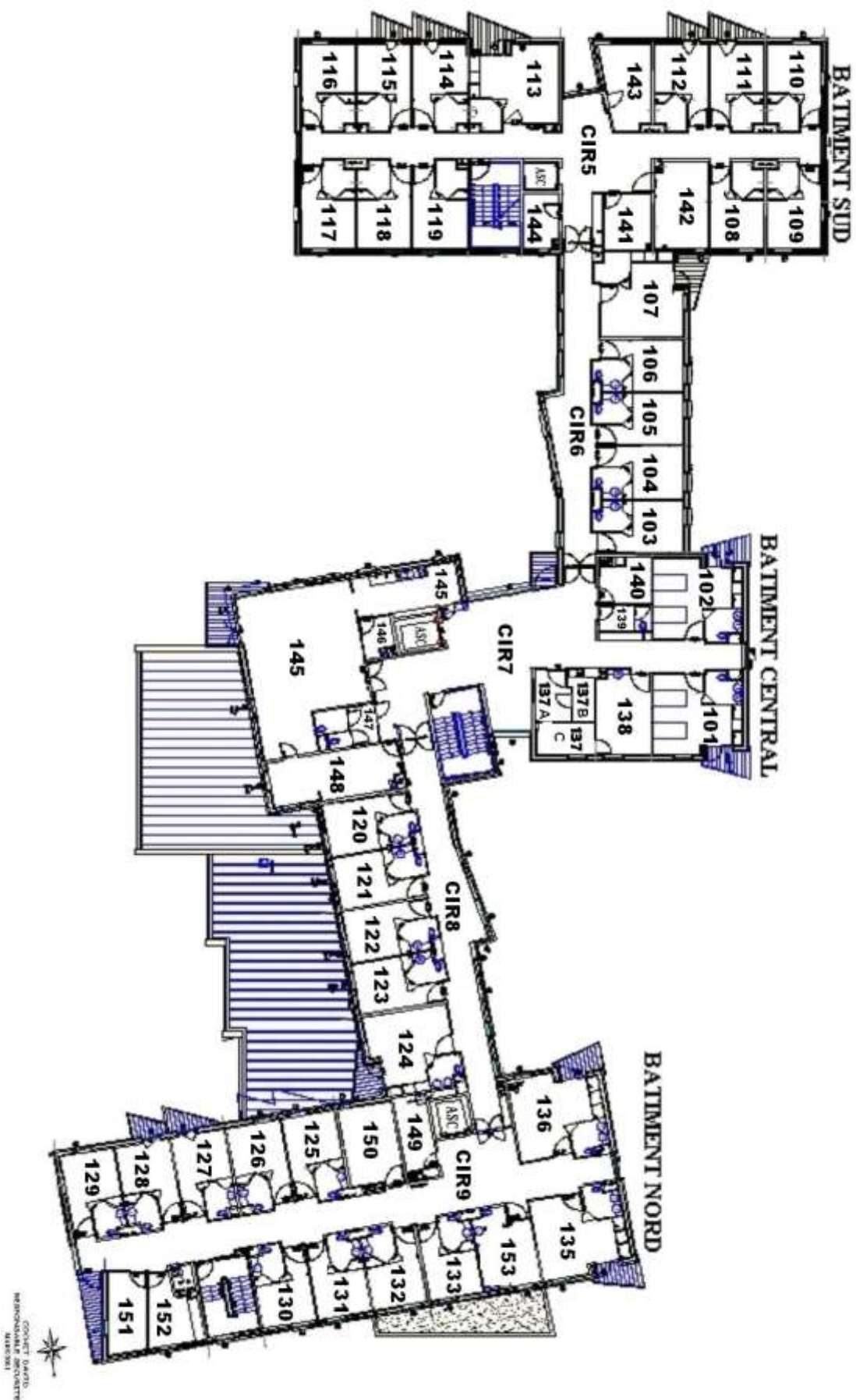
# NUMEROTATION DES LOCAUX EHPAD RSJ

Bâtiment Central

Bâtiment Nord



# NUMEROTATION DES LOCAUX EHPAD RSJ





## NUMEROTATION DES LOCAUX EHPAD RSJ

